DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL EXECUTIF
A SA DEUXIEME SESSION
(Acapulco, 26-30 avril 1976)

TABLE DES MATIÈRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>1. Répertoire des décisions</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Décisions prises par le Conseil</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>3. États participants à la deuxième session</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>du Conseil</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Répertoire des décisions

<table>
<thead>
<tr>
<th>No de la décision</th>
<th>Titre</th>
<th>Page</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2 (II)</td>
<td>Rapport du Secrétaire général sur les activités de l’Organisation</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>3 (II)</td>
<td>Création des organes subsidiaires du Conseil</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>4 (II)</td>
<td>Nominations des membres du Comité Technique du Programme et de la Coordination et du Comité du Budget et des Finances</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>5 (II)</td>
<td>Budget de l’Organisation pour la période 1976-1977</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>6 (II)</td>
<td>Programme général de travail de l’Organisation pour la période 1976-1977</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>7 (II)</td>
<td>Rapport intermédiaire sur la situation financière de l’Organisation</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>8 (II)</td>
<td>Arriérés justifiés de cotisations de membres de l’Organisation résultant des systèmes budgétaires et des dates des différents exercices financiers</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>9 (II)</td>
<td>Ajustement des cotisations demandé par certains pays à faible population et à faible revenu national</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>10 (II)</td>
<td>Négociations avec les Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de la conclusion d’accords</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>11 (II)</td>
<td>Négociations avec le Gouvernement italien en vue de la conclusion d’un accord pour l’établissement du CIEST en Italie</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>12 (II)</td>
<td>Rapport sur les Commissions régionales</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>13 (II)</td>
<td>Projet d’accord relatif au Statut juridique des Secrétariats régionaux</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>14 (II)</td>
<td>Secrétariat régional pour le Pacifique et l’Asie de l’Est</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>N° de la décision</td>
<td>Titre</td>
<td>Page</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------</td>
<td>------</td>
</tr>
<tr>
<td>15 (II)</td>
<td>Rapport du Secrétaire général sur l’application de l’article 44 des Statuts</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>16 (II)</td>
<td>Membres de l’UIOOT en retard dans le paiement de leurs cotisations</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>18 (II)</td>
<td>Création et constitution d’un Groupe de travail chargé d’examiner les Règlements intérieurs de l’Assemblée générale et du Conseil exécutif ainsi que de rédiger des projets de règlements du Comité technique du Programme et de la Coordination et du Comité du Budget et des Finances</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>19 (II)</td>
<td>Proposition d’amendement du Règlement financier</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>20 (II)</td>
<td>Proposition d’amendement du Statut du Personnel</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>21 (II)</td>
<td>Projet de Règlement du personnel temporaire</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>22 (II)</td>
<td>Rapport sur les mesures prises par le Secrétaire général concernant la retraite des fonctionnaires</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>23 (II)</td>
<td>Fixation de l’indemnité de déplacement</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>24 (II)</td>
<td>Répartition géographique du personnel du Secrétariat de l’Organisation</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>25 (II)</td>
<td>Choix des Commissaires aux comptes</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>26 (II)</td>
<td>Examen de la Décision 3 (I) prise par la première Assemblée générale et relative à la participation du Bureau de l’Assemblée générale et des Présidents des Commissions régionales aux travaux du Conseil</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>27 (II)</td>
<td>Certificat de contrôle de qualité applicable aux activités et services touristiques dans le monde</td>
<td>19</td>
</tr>
<tr>
<td>28 (II)</td>
<td>Motion de remerciements au Mexique, pays hôte de la deuxième session du Conseil exécutif</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>29 (II)</td>
<td>Lieu et date de la troisième session du Conseil</td>
<td>20</td>
</tr>
</tbody>
</table>
2. Décisions prises par le Conseil

Décision 1 (II)

Rapport du Secrétaire général sur l’établissement du Secrétariat au Siège de l’Organisation à Madrid

Point 3 de l’Ordre du jour (document CE/2/3)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur l’établissement du Secrétariat au Siège de l’Organisation à Madrid,

Adresse au Gouvernement de l’Espagne ses plus chaleureuses félicitations et lui

Exprime sa vive gratitude pour les facilités généreuses qu’il a mises à la disposition de l’Organisation pour lui permettre de déplacer de Genève et d’installer à Madrid le Secrétariat de l’OMT dans des conditions d’accueil et d’efficacité optimales, qui ont ainsi évité toute rupture dans le déroulement des activités.

Décision 2 (II)

Rapport du Secrétaire général sur les activités de l’Organisation

Point 4 de l’Ordre du jour (document CE/2/4)

Le Conseil :

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les activités de l’Organisation.

././
Décision 3 (II)

Création des organes subsidiaires du Conseil

Point 5 de l'Ordre du jour (document CE/2/5)

Le Conseil :

Décide de créer un Comité Technique du Programme et de la Coordination (CTPC) et un Comité du Budget et des Finances (CBF), conformément aux dispositions de l'article 19 (f) des Statuts de l'Organisation et de l'article 8 (1) de son propre Règlement intérieur.

Décide que chacun de ces Comités est composé de neuf Membres désignés par le Conseil, parmi les Membres de l'Organisation, sur la recommandation des représentants des régions siégeant au Conseil afin d'assurer une équitable représentation régionale au sein de ces comités.

Le Comité des Membres affiliés est invité à se faire représenter par un observateur aux réunions de ces Comités.

Décide que le Président de chacun de ces Comités est nommé directement par le Conseil parmi les Membres de l'Organisation.

Décide que ces deux Comités appliquent, mutatis mutandis, le Règlement intérieur du Conseil, dans l'attente que leurs propres réglements soient approuvés par le Conseil.
Décide que le Comité Technique du Programme et de la Coordination et le Comité du Budget et des Finances se réuniront à la veille des réunions appropriées du Conseil exécutif afin d'examiner ceux des documents soumis au Conseil qui relèvent de leur compétence et pour faire rapport au Conseil sur les questions qu'ils traitent.

Invite les États membres de ces Comités à se faire représenter au sein de ces organes par des experts ayant les qualifications appropriées.

Décision 4 (II)

Nominations des Membres du Comité Technique du Programme et de la coordination et du Comité du Budget et des Finances

Point 5 de l'Ordre du jour (document CE/2/5)

Le Conseil :

Décide de procéder à la nomination, comme suit, des membres du Comité Technique du Programme et de la Coordination et du Comité du Budget et des Finances :

**COMITÉ TECHNIQUE DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Président</th>
<th>Mexique</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Membres</td>
<td>Chili</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Espagne</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>États-Unis</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Indonésie</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Kenya</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Pakistan</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Tunisie</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Yougoslavie</td>
</tr>
</tbody>
</table>
COMITE DU BUDGET ET DES FINANCES

Président : France

Membres : Bahamas
Bangladesh
Haïti
Nigéria
Philippines
Sénégal
Suisse
URSS

Décide de nommer à une prochaine session le membre du CTPC et le membre du CBF représentant le Moyen Orient, après consultation avec le représentant de cette région au Conseil.

Décision 5 (II)

Budget de l’Organisation pour la période 1976-1977

Point 6 de l’Ordre du jour (document CE/2/6)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance du Budget de l’Organisation pour la période 1976-1977 qui lui a été soumis par le Secrétaire général (document CE/2/6) ;

Décision 6 (II)

Programme général de travail de l’Organisation
pour la période 1976-1977

Point 7 de l’Ordre du jour (document CE/2/7)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance du programme général de travail
pour la période 1976-1977 que lui a soumis le Secrétaire
général (document CE/2/7):

Approuve le programme général de travail pour la période

Décision 7 (II)

Rapport intérimaire sur la situation financière
de l’Organisation

Point 5 de l’Ordre du jour (document CE/2/8)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance du rapport intérimaire sur la si-
tuation financière de l’Organisation (document CE/2/C) que
lui a soumis le Secrétaire général :

Exprime son inquiétude face aux retards apportés dans le
paiement des contributions par certains Membres de l’Orga-
nisation.
Invitez les Gouvernements des États membres concernés à prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le versement de leurs contributions sans autres retards.

Décision 8 (II)

Arriérés justifiés de cotisations de membres de l'Organisation résultant des systèmes budgétaires et des dates des différents exercices financiers

Point 9 de l'Ordre du jour (document CE/2/9)

Le Conseil :

Prend acte des cas d'arriérés justifiés résultant des systèmes budgétaires et des dates des différents exercices financiers (document CE/2/9).

Accepte les cas d'arriérés justifiés d'Israël, de l'Indonésie, du Pakistan et de la Turquie.

Décision 9 (II)

Ajustement des cotisations demandé par certains pays à faible population et à faible revenu national

Point 10 de l'Ordre du jour (document CE/2/10)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance des demandes présentées par certains membres de l'Organisation :

Charge le Secrétaire général de lui faire rapport à sa
prochaine session sur :

a) les raisons qui peuvent justifier de telles demandes d'ajustement de cotisations présentées par certains pays à faible population et à faible revenu national, ainsi que sur les incidences financières qu'entraîneraient de tels ajustements ;

b) les demandes d'ajustement de contributions présentées par certains États membres victimes de catastrophes naturelles ou d'autres événements exceptionnels, ainsi que sur les incidences financières qu'entraîneraient de tels ajustements ;

c) la durée éventuelle de ces ajustements ;

d) les séries de données statistiques sur lesquelles est effectuée la pondération pour le calcul des contributions des États membres.

Décision 10 (II)

Négociations avec les Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en vue de la conclusion d'accords

Point 11 de l'Ordre du jour (document CE/2/11)

Le Conseil :

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur
les négociations entreprises avec les Nations Unies et le
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en
vue de la conclusion d’accords (document CE/2/11) :

Charge le Secrétaire général de poursuivre ces négociations
avec le Secrétaire général de l’Organisation des Nations
Unies et l’ Administrateur du Programme des Nations Unies
pour le Développement dans le sens indiqué dans le document
CE/2/11 et de lui faire rapport à sa prochaine session.

-------------------------------

Décision 11 (II)

Négociations avec le Gouvernement italien en vue de
la conclusion d’un accord pour l’établissement du
CIEST en Italie

Point 12 de l’Ordre du jour (document CE/2/12)

Le Conseil :

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les négo-
ciations entreprises avec le Gouvernement italien en vue
de la conclusion d’un accord pour l’établissement du CIEST
en Italie (document CE/2/12).

Prend note des déclarations faites par les délégués du Mexi-
que et du Venezuela sur les possibilités et les facilités
que pourraient offrir ces deux pays en ce qui concerne les
activités de formation professionnelle de l’Organisation.

Réaffirme l’importance que l’Organisation accorde aux pro-
grammes de formation professionnelle touristique,
Charge le Comité technique du programme et de la coordination d'étudier les modalités relatives à la création éventuelle d'un diplôme d'études de tourisme reconnu universellement.

Décision 12 (II)

Rapport sur les Commissions régionales

Point 13 de l'Ordre du jour (document CE/2/13)

Le Conseil :

Charge le Secrétaire général de lui faire rapport à sa prochaine session sur le rôle et les activités des Commissions régionales de l'Organisation.

Charge le Comité technique du programme et de la coordination d'étudier la possibilité d'inclure, dans le cadre du Programme général de travail de l'OMT, les études entreprises par la Commission régionale de tourisme pour les Amériques de l'UITOT relatives d'une part au tourisme balnéaire et culturel dans l'hémisphère américain et d'autre part aux déséquilibres des mouvements touristiques entre l'Amérique latine et l'Europe.

Décision 13 (II)

Projet d'accord relatif au Statut juridique des Secrétariats régionaux

Point 14 de l'Ordre du jour (document CE/2/14)

Le Conseil :

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur le projet d'accord relatif au Statut juridique des Secrétariats régionaux.
naux (document CE/2/14).

Charge le Secrétaire général de poursuivre les négociations et de lui faire rapport à prochaine session.

Décision 14 (II)

Secrétariat régional pour le Pacifique et l’Asie de l’Est
Point 15 de l’Ordre du jour (document CE/2/15)

Le Conseil :

Prend acte de la déclaration du Secrétaire général sur les activités des membres de la région du Pacifique et de l’Asie de l’Est.

Félicite le Gouvernement des Philippines pour l’aide en ressources humaines et matérielles qu’il est prêt à accorder à l'Organisation, afin de permettre le développement des activités opérationnelles du tourisme de la région dans le cadre des responsabilités de l’Organisation.

Charge le Secrétaire général de lui faire rapport à sa prochaine session sur les incidences financières, administratives et juridiques, relatives à la création d’un Secrétariat régional de l’Organisation mondiale du tourisme pour le Pacifique et l’Asie de l’Est.

Décision 15 (II)

Rapport du Secrétaire général sur l’application de l’article 44 des Statuts
Point 16 de l’Ordre du jour (document CE/2/16)

Le Conseil :

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l’appli-
tion de l'article 44 des Statuts (document CE/2/16).

Décision 16. (II)

Membres de l'UITOCT en retard dans le paiement de leurs cotisations

Point 17 de l'Ordre du jour (document CE/2/17)

Le Conseil :

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les Membres de l'UITOCT en retard dans le paiement de leurs cotisations (document CE/2/17).

Charge le Secrétaire général d'adresser une communication aux États membres de l'Organisation mondiale du tourisme dont les organismes nationaux de tourisme ne se sont pas encore acquittés de toutes leurs obligations financières à l'égard de l'UITOCT en les invitant à prendre les mesures nécessaires pour que ces arriérés soient régulés dans les délais les plus courts.

Charge le Secrétaire général de demander aux organismes nationaux de tourisme, anciens membres effectifs de l'UITOCT ainsi qu'aux anciens membres associés de l'UITOCT, qui ont encore des obligations financières à l'égard de l'UITOCT, de bien vouloir s'acquitter dans les meilleurs délais, éventuellement par un système d'étallement des paiements.

/.\.
à déterminer et à arrêter en accord avec le Secrétaire général.

Charge le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question à sa prochaine session en indiquant ceux des anciens membres associés de l’UIOOG qui auraient cessé d’exister, afin que le Conseil puisse annuler les créances figurant actuellement au bilan.

------------------------

Décision 17 (II)


Point 18 de l’Ordre du jour (document CE/2/18)

Le Conseil :


------------------------

Décision 18 (II)

Création et composition d’un Groupe de travail chargé d’examiner les Règlements intérieurs de l’Assemblée générale et du Conseil exécutif, ainsi que de rédiger des projets de règlements du Comité technique du programme et de la coordination et du Comité du Budget et des Finances

Points 19 et 20 de l’Ordre du jour (document CE/2/19) (document CE/2/20)

Le Conseil :

Décide de créer un Groupe de travail chargé d’examiner les Règlements intérieurs de l’Assemblée générale et du Conseil exécutif, ainsi que de rédiger des projets de règlements du Comité technique du programme et de la coordination et du Comité du Budget et des Finances.

Désigne, comme suit, les membres de ce groupe :

../.
Cameroun
Etats-Unis
France
Pakistan
Pérou
Thaïlande
Tunisie
URSS

*Invite* les États membres à se faire représenter au sein de ce groupe par des experts qualifiés.

*Décide* que ce Groupe de travail se réunira au Siège de l'Organisation, dans les meilleurs délais, afin de pouvoir faire rapport au Conseil à sa prochaine session.

-------------------------------

**Décision 19 (II)**

*Proposition d’amendement du Règlement financier*

Point 21 de l’Ordre du jour (document CE/2/21)

Le Conseil :

*Avant pris connaissance* des difficultés que pourrait entraîner l’application de l’article 5 (3,a) du Règlement financier de l’Organisation, telles qu’exposées dans le document CE/2/21 que lui a soumis le Secrétaire général,

*Charge* le Secrétaire général de lui soumettre à sa prochaine session des propositions, en ce qui concerne les crédits à transférer du premier au deuxième exercice financier.

/...
Décision 20 (II)

**Proposition d'amendement du Statut du Personnel**

Point 22 de l'Ordre du jour (document CE/2/22)

Le Conseil :

Décide de proposer à l'Assemblée générale d'adopter l'amendement à l'article 54 du Statut du personnel de l'Organisation qui est proposé dans le document CE/2/22.

Décision 21 (II)

**Projet de Règlement du personnel temporaire**

Point 23 de l'Ordre du jour (document CE/2/23)

Le Conseil :

Charge le Secrétaire général de lui soumettre à sa prochaine session un nouveau projet de Règlement du personnel temporaire, qui tienne compte des propositions que certains Membres du Conseil ont déclaré qu'ils lui feraient parvenir avant le 31 juillet 1976.

Décision 22 (II)

**Rapport sur les mesures prises par le Secrétaire général concernant la retraite des fonctionnaires**

Point 24 de l'Ordre du jour (document CE/2/24)

Le Conseil : 

./.
Approuve les mesures prises par le Secrétaire général concernant la retraite des fonctionnaires (document CE/2/24).

Décision 23 (II)

Fixation de l'indemnité de déplacement

Point 25 de l'Ordre du jour (document CE/2/25)

Le Conseil :


Décision 24 (II)

Répartition géographique du personnel du Secrétariat de l'Organisation

Point 26 de l'Ordre du jour (document CE/2/26)

Le Conseil :

Prend acte de la déclaration du Secrétaire général relative à la considération statutaire visant à assurer le recrutement des fonctionnaires de l'Organisation, sur une base géographique aussi large que possible, tout en veillant à ce que les
qualités d’efficacité, de compétence technique et d’intégrité soient la considération dominante.

Prie le Secrétaire général de donner, à l’occasion des prochains recrutements, sans préjudice du critère primordial de compétence technique, la priorité à des candidats en provenance des régions qui ne sont pas suffisamment représentées au sein du Secrétariat.

Délibération 25 (II)

Choix des Commissaires aux comptes

Point 27 de l’Ordre du jour (document CE/2/27)

Le Conseil :

Prend acte des deux candidatures présentées par l’Égypte pour le poste de Commissaire aux comptes auquel ce pays a été élu.

Considérant que, la procédure d’adhésion des Pays Bas à l’Organisation n’étant pas terminée les candidatures de ce pays n’ont pas encore été soumises.

Décide d’examiner à sa prochaine session les candidatures présentées par l’Égypte et les Pays Bas aux postes de Commissaires aux comptes de l’Organisation.
Décision 26 (II)

Examen de la Décision 8 (I) prise par la première Assemblée générale et relative à la participation du Bureau de l'Assemblée générale et des Présidents des Commissions régionales aux travaux du Conseil

Point 28 de l'Ordre du jour (document CE/2/28)

Le Conseil :

Décide de renvoyer l'examen de la Décision 8 (I) prise par la première Assemblée générale au Groupe de travail chargé de l'examen des Règlements, pour qu'il en tienne compte dans l'élaboration du texte définitif du Règlement du Conseil.

Décision 27 (II)

Certificat de contrôle de qualité applicable aux activités et aux services touristiques dans le monde

Point 29 de l'Ordre du jour

Le Conseil :

Avant entendu la proposition du Président du Comité technique du programme et de la coordination sur la possibilité d'octroyer un certificat de contrôle de qualité applicable aux activités et aux services touristiques dans le monde.

Charge le Comité technique du programme et de la coordination d'examiner cette question et de lui faire rapport à ce sujet.

./.
Décision 28 (II)

Motion de remerciements au Mexique, pays hôte de la deuxième session du Conseil exécutif

Point 29 de l’Ordre du jour

À la fin de sa deuxième session tenue du 26 au 30 avril à Acapulco au Mexique, le Conseil :

Enregistre avec satisfaction les efforts et le rôle joué par le Mexique pour le développement du tourisme mondial.

Prend conscience du fait que les conditions matérielles et morales dans lesquelles se sont tenues ses travaux ont influé positivement sur le bon déroulement de ceux-ci.

Exprime au Secrétaire d’État au tourisme, au Gouvernement et aux autorités mexicaines responsables de l’accueil de cette deuxième session sa vibrante gratitude et sa vive reconnaissance.

Prie lesdites autorités de transmettre au Président de la République mexicaine l’expression de la profonde sympathie des délégations des États ayant participé à cette deuxième session.

.................................................................

Décision 29 (II)

Lieu et date de la troisième session du Conseil

Point 30 de l’Ordre du jour

Le Conseil :

Prend acte de l’invitation du Délégué de la Tunisie tendant à organiser la troisième session du Conseil en Tunisie.

Accepte avec gratitude cette invitation.

Charge le Secrétaire général de déterminer, en accord avec les autorités tunisiennes, la date à laquelle devrait se tenir cette session.

**************
3. **États participants à la deuxième session du Conseil**


2. Le Conseil a décidé d’admettre à assister aux travaux du Conseil, le représentant de la Belgique, membre et vice-Président du Conseil dont la procédure d’adhésion à l’Organisation était en cours à la date de cette session.
